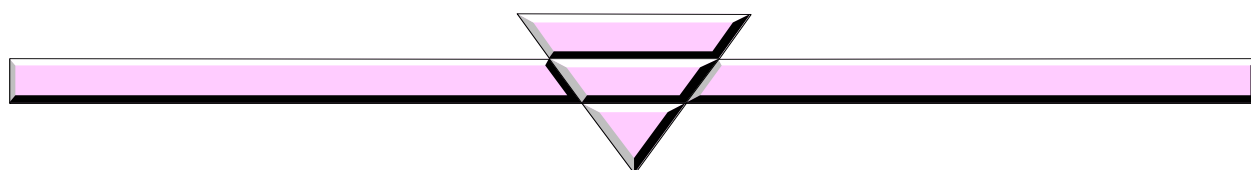


ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Conseil Général de l'Hérault
Pôle développement et aménagement
Département des routes
Hôtel du Département
1000, rue d'Alco
34087 MONTPELLIER CEDEX 4
Tél: 04.67.67.64.83**



**ACCORD CADRE POUR LES AMENAGEMENTS,
REPARATIONS ET SECURITE DES ROUTES. AGENCES DE
PEZENAS, MONTPELLIER, LUNEL, SAINT MATHIEU DE
TREVIER.**

Conseil général de l'Hérault

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° du CCAP : 14DTAM01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS CONCLUS SUR LA BASE DU PRESENT ACCORD – DISPOSITIONS GENERALES</u>	4
1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	4
1.1 BIS - TYPE D'ACCORD-CADRE ET FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	4
1.2 - DECOMPOSITION EN LOTS DE L'ACCORD-CADRE	5
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE DES MARCHES SUBSEQUENTS	5
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE DES MARCHES SUBSEQUENTS	5
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE RELATIVE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	5
1.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
<u>ARTICLE 1BIS : MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	5
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE</u>	9
<u>ARTICLE 3 : PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	9
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	9
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	9
3.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	10
<u>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</u>	10
4.1- GARANTIE FINANCIERE	10
4.2- AVANCE APPLICABLE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	10
<u>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	11
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
5.2 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	13
<u>ARTICLE 6 : DUREE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</u>	13
6.1 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAI D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENT	13
6.2 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	13
6.3 - PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE APPLICABLES AUX MARCHES SUBSEQUENTS	13
<u>ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	13
<u>ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	13
8.1 - PIQUETAGE GENERAL	13
8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	14

<u>ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	14
9.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	14
9.2 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	14
9.3 - REGISTRE DE CHANTIER	16
<u>ARTICLE 10 : ETUDES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	16
<u>ARTICLE 11 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</u>	16
<u>ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</u>	16
12.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	16
12.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	16
12.3 - TRAVAUX NON PREVUS	16
<u>ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS</u>	16
<u>ARTICLE 14 : GARANTIES ET ASSURANCES</u>	17
14.1 - DELAIS DE GARANTIE	17
14.2 - GARANTIES PARTICULIERES	17
14.3 - ASSURANCES	17
<u>ARTICLE 15 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS - EXCLUSION DU TITULAIRE</u>	17
<u>ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE</u>	18
<u>ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u>	18
<u>ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	20

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord – Dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Les stipulations du présent accord-cadre concernent :

Accord cadre pour les aménagements, réparations et sécurité des routes. Agences de Pezenas, Montpellier, Lunel, Saint Mathieu de Tréviers.

Les travaux concernés par le présent accord-cadre sont les suivants :

- Préparation générale : installation de chantier, signalisation temporaire, sondage, constats d'huissiers, élaboration de documents divers (PAQ, plans d'exécution, etc.), etc.
- Préparation des emprises : arbres, débroussaillage, démolition, dépose et mise en stock, etc.
- Terrassement : déblais, remblais, GNT, purges, TV, etc.
- Assainissement pluvial et réseaux : fossé, maçonnerie des buses, béton, gaine, PVC, tranchée, etc.
- Chaussées, trottoirs : rabotage, bordures, mise à la côte, béton, couche d'imprégnation, BB, GNT, etc.
- Equipements : réseaux secs, signalisation, etc.
- Petits travaux de génie civil et de maçonnerie : murs, enduits, etc.

Cet accord-cadre a pour objet de définir les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Lieu(x) d'exécution : Pezenas , Montpellier, Lunel, St Mathieu de Treviers

Clauses d'exécution à caractère social :

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces éléments sont les suivants : Conformément aux dispositions de l'article 14 du code des marchés publics, certains marchés subséquents pourront comporter une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Chaque entreprise qui se verra attributaire du marché subséquent concerné devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Clauses d'exécution à caractère environnemental :

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces éléments sont les suivants : Les conditions d'exécution des marchés subséquents comportent des éléments à caractère environnemental décrits dans le CCTP de l'accord-cadre.

Le présent contrat est soumis aux obligations du Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ce texte prévoit notamment l'envoi des déclarations de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT).

1.1 bis - Type d'accord-cadre et forme des marchés subséquents

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre avec maximum passé avec plusieurs titulaires, en application de l'article 76 du Code des marchés publics.

Les marchés subséquents à venir seront conclus soit en marchés ordinaires, soit en marchés à tranches dans les conditions de l'article 72 du code des marchés publics.

1.2 - Décomposition en lots de l'accord-cadre

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques. Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Maîtrise d'œuvre des marchés subséquents

Chaque marché subséquent précisera le nom et les missions du maître d'oeuvre.

1.4 - Contrôle technique des marchés subséquents

Sans objet.

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé relative aux marchés subséquents

Lorsqu'une coordination SPS sera requise, chaque marché subséquent précisera le nom du coordonnateur et le niveau de coordination.

1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 1bis : Modalités d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Modalités de transmission des dossiers de consultation relatifs aux marchés subséquents par le pouvoir adjudicateur :

Lors de chaque remise en concurrence, le pouvoir adjudicateur adressera aux titulaires de l'accord-cadre un dossier de consultation comprenant :

- Une lettre de consultation précisant notamment la date limite de remise des offres ainsi que la pondération des critères de jugement des offres ;
- Les pièces du marché liées à l'opération, notamment l'acte d'engagement, le détail estimatif, les plans, et tout document nécessaire à l'intelligence du marché.

Le dossier de consultation sera mis à disposition gratuitement sur la plateforme de dématérialisation sur le site www.herault.fr. Chaque titulaire recevra automatiquement un mail d'information (avec code d'accès) aux coordonnées électroniques indiquées dans l'acte d'engagement, lui permettant de télécharger le dossier.

Modalités de transmission des offres relatives aux marchés subséquents par les titulaires de l'accord-cadre :

Les titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes :

Pour les marchés subséquents inférieurs à 90 000 € HT, les titulaires devront remettre leur offre par courrier recommandé avec avis de réception, ou déposée contre récépissé, sous pli cacheté. Aucune transmission électronique ne sera autorisée pour ces consultations.

Pour les marchés subséquents supérieurs à 90 000 € HT, le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie électronique via la plate-forme de dématérialisation des marchés publics accessible sur www.herault.fr - rubrique «marchés publics». Les titulaires auront également la possibilité de transmettre leur offre par courrier recommandé avec avis de réception, ou déposée contre récépissé, sous pli cacheté.

Modalités relatives à l'utilisation de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics www.herault.fr:

Pour les marchés subséquents supérieurs à 90 000 € HT, les titulaires auront la possibilité de déposer leur offre sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics accessible sur : www.herault.fr - rubrique «marchés publics».

- Téléchargement des DCE : chaque titulaire recevra automatiquement un mail d'information (avec code d'accès) aux coordonnées électroniques indiquées dans l'acte d'engagement, lui permettant de télécharger le dossier.
- Demande de renseignements : il est recommandé de poser les questions par le biais de la plate forme : se positionner sur la consultation concernée et cliquer sur «voir les questions».
- Constitution et dépôt du pli électronique : pour déposer un pli, l'entreprise doit être préalablement inscrite sur la plate-forme de dématérialisation. L'enveloppe doit être un dossier au format ZIP contenant des fichiers dans l'un des formats acceptés par le Conseil Général de l'Hérault :

- ♦ Formats de fichiers : les formats de fichier acceptés sont : Traitement de texte : .doc, .rtf, Tableur : .xls, Diaporama : .ppt, Format Acrobat : .pdf, Images : .jpg, dossiers compressés (.zip), Autocad : .dwg. Si un autre format est utilisé, le soumissionnaire doit mettre à la disposition du Conseil Général les moyens de lire et imprimer les documents concernés. Il est conseillé de ne pas utiliser les « macros ». Des liens vers des outils zip gratuits sont disponibles sur la plate-forme à la rubrique «Téléchargement des utilitaires».
- ♦ Règles de nommage: l'enveloppe zippée sera nommée comme suit : «nomdelentreprise.zip». Exemple : sarldupont.zip. Les fichiers contenus dans le zip seront nommés comme suit : «nomdudocument.extension» (exemple : AE.doc ou DPGF.xls). Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux, ponctuations, accents, dans les noms des documents.
- ♦ Signature électronique : la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat de signature conforme au référentiel général de sécurité (RGS) de niveau 2 ou 3. Les formats de signature de référence acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES. Les certificats RGS sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne. Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité. L'attention des candidats est attirée sur le fait que chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit être signée individuellement, la signature du fichier .zip n'emporte pas valeur d'engagement du candidat. Un outil de signature est mis gratuitement à la disposition des candidats sur la plate-forme rubrique «Signer un document».
- ♦ Contrôle anti-virus : avant transmission de sa réponse, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers. Le pli contenant un virus fera l'objet d'un archivage de sécurité. L'offre sera réputée n'avoir jamais été déposée et le candidat en sera informé.
- ♦ Copie de sauvegarde : le candidat qui effectue une transmission électronique peut envoyer une copie de sauvegarde, sur support physique électronique ou sur support papier, dans les délais impartis pour la remise des plis. Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : «copie de sauvegarde». Si la copie de sauvegarde est parvenue dans les délais impartis, elle ne sera ouverte qu'en cas de virus détecté dans le pli électronique, ou lorsque le pli électronique n'est pas parvenu dans les délais.
- ♦ Dépôt de l'offre électronique : sur la plate-forme : se positionner sur la consultation concernée et cliquer sur l'onglet «Dépôt(s) électronique(s)». La date retenue pour constater la date de réception des plis est la date et heure de FIN DE TELECHARGEMENT DES PLIS SUR LA PLATE-FORME. En conséquence, il est recommandé aux entreprises de prévoir suffisamment de temps pour assurer le chargement de leur pli sur la plate-forme. En cas de difficultés techniques ou pour toute anomalie constatée pendant l'envoi d'une réponse électronique, il est recommandé aux candidats de s'adresser au service support ouvert de 9h à 12h30 et de 14h à 18h30 au 08.25.00.13.26. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. En cas de transmission multiple, seul sera pris en compte le dernier dépôt reçu au jour et à l'heure limite de réception des plis.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés. L'attribution donnera lieu à la signature manuscrite du marché.

Critères de jugement des offres des marchés subséquents:

Les conditions de mise en oeuvre des critères de jugement des marchés subséquents sont les suivantes :

Si le marché subséquent n'est pas ouvert aux variantes, les offres seront jugées selon deux critères :

- ♦ **Critère prix** : fourchette de pondération entre 70 % et 90 %

Le prix sera jugé au vu du détail estimatif. Les prix unitaires proposés ne devront pas dépasser les prix plafonds définis dans le BPU de l'accord-cadre. En cas de dépassement des prix plafonds, l'offre sera déclarée irrégulière.

- ♦ **Critère délai** : fourchette de pondération entre 10% et 30 %

Le délai sera jugé au vu du délai d'exécution des travaux proposé par le titulaire, complété le cas échéant d'un dossier d'exploitation sous chantier (DESC) faisant apparaître le phasage, le planning et techniques de réalisation. Le délai sera proposé en jour ouvré.

Si le marché subséquent est ouvert à des variantes techniques pouvant être proposées par les titulaires, les offres seront jugées selon trois critères :

- ♦ **Critère prix** : fourchette de pondération entre 40 % et 80 %

Le prix sera jugé au vu du détail estimatif. Les prix unitaires proposés ne devront pas dépasser les prix plafonds définis dans le BPU de l'accord-cadre. En cas de dépassement des prix plafonds, l'offre sera déclarée irrégulière.

- ♦ **Critère valeur technique** : fourchette de pondération entre 10% et 30 %

La valeur technique sera jugé au vu d'un mémoire technique.

- ♦ **Critère délai** : fourchette de pondération entre 10% et 30 %

Le délai sera jugé au vu du délai d'exécution des travaux proposé par le titulaire, complété le cas échéant d'un dossier d'exploitation sous chantier (DESC) faisant apparaître le phasage, le planning et techniques de réalisation. Le délai sera proposé en jour ouvré.

La pondération des critères sera définie, par marché subséquent, dans la lettre de consultation lors de chaque remise en concurrence.

Négociation :

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les marchés subséquents. En cas de négociations, celles-ci se dérouleront selon les modalités suivantes :

- Les négociations seront engagées avec tous les titulaires ayant présenté une offre conforme, irrégulière, inacceptable ou inappropriée. Seules seront exclues des négociations les offres hors délai.

- Les négociations seront menées dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de transparence des procédures et de traçabilité des échanges. Les négociations se dérouleront dans le strict cadre des critères de jugement des offres.

Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- Le présent acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes, de la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Le bordereau de prix unitaires des 3 niveaux d'opération
- Le descriptif des prix
- Le mémoire technique

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- Les pièces constitutives de l'accord-cadre
- L'acte d'engagement valant CCP du marché subséquent et ses éventuelles annexes
- Le détail estimatif du marché subséquent
- Le plan général de coordination sécurité (si une coordination SPS est prévue)

Article 3 : Prix des marchés subséquents

3.1 - Caractéristiques des prix

Les travaux seront rémunérés par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires du détail estimatif propre à chaque marché subséquent.

Les prix unitaires propres à chaque marché subséquent ne pourront pas dépasser les prix plafonds du BPU référentiel de l'accord-cadre.

Les prix sont fixés en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché subséquent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

3.2 - Modalités de variation des prix

3.2.1 Modalités de variation des prix plafonds définis par l'accord cadre :

Les prix plafonds définis pour chaque niveau d'opération sont fermes et s'appliquent pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix unitaires proposés à chaque marché subséquent devront être inférieur ou égal aux prix plafonds fixés dans l'accord-cadre. Dans le cas contraire, l'offre du marché subséquent sera déclarée irrégulière par le pouvoir adjudicateur.

3.2.2 Modalités de variation des prix des marchés subséquents :

Les modalités de variation des prix seront définies à chaque marché subséquent selon la durée du marché :

- prix fermes actualisables pour les marchés subséquents d'une durée inférieure ou égale à 3 mois;
- prix révisables pour les marchés subséquents d'une durée supérieure à 3 mois

Les prix du marché subséquent seront réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement du marché subséquent par le titulaire.

3.3 - Répartition des dépenses communes

Les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables. Cependant des dispositions particulières pourront être fixées lors de la passation des marchés subséquents.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

4.2- Avance applicable aux marchés subséquents

Pour les marchés subséquents ordinaires :

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent, lorsque le montant initial du marché subséquent sera supérieur à 20 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution sera supérieur à 2 mois.

Pour les marchés subséquents compris entre 20 000€ HT et 50 000€ HT, le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant divisé par cette durée exprimée en mois. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Pour les marchés subséquents supérieurs à 50 000€ HT, le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant divisé par cette durée exprimée en mois. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le titulaire doit justifier :

- pour les marchés dont le montant est supérieur à 20 000 € HT et inférieur ou égal à 50 000 € HT, de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance ;
- pour les marchés dont le montant est supérieur à 50 000 € HT, de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

Pour les marchés subséquents à tranches

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent, lorsque le montant de la tranche affermie est supérieur à 20 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Pour les tranches comprises entre 20 000€ HT et 50 000€ HT, le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant de la tranche affermie si la durée de la tranche est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant divisé par cette durée exprimée en mois. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Pour les tranches supérieures à 50 000€ HT, le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant de la tranche affermie si la durée de la tranche est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant divisé par cette durée exprimée en mois. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le titulaire doit justifier :

- pour les tranches dont le montant est supérieur à 20 000 € HT et inférieur ou égal à 50 000 € HT, de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance ;
- pour les tranches dont le montant est supérieur à 50 000 € HT, de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché subséquent, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

Article 5 : Modalités de règlement des marchés subséquents

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Le calcul des décomptes et des acomptes sera effectué par un système de gestion informatique des marchés (de type MARCO) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant de la maîtrise d'oeuvre.

A) Décomptes et acomptes périodiques :

Périodiquement, le titulaire remet au représentant de la maîtrise d'oeuvre un projet d'« état navette mensuel » déterminant les quantités, valeurs ou pourcentages arrêtés à la fin de la période précédente (en principe mensuelle) des prestations réalisées depuis le début du marché. L'état navette sera établi par le logiciel MARCO et contiendra les travaux à l'entreprise, avec référence aux prix du marché provisoires ou définitifs, ainsi qu'éventuellement les approvisionnements. Il pourra y être joint toutes indications nécessaires concernant les avances, indemnités, pénalités, primes, ...

Le logiciel exécutant automatiquement les calculs, le titulaire est dispensé de fournir les fiches administratives et financières concernant :

- le calcul du remboursement d'une éventuelle avance ;
- le calcul des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le calcul, si besoin est, des primes et pénalités pour retard.

L'état navette, complété par le titulaire, doit être accepté ou rectifié par le maître d'oeuvre qui transmet au maître de l'ouvrage les éléments afin que le système informatique puisse éditer, en application des clauses du marché, l'état d'acompte et le décompte de la période concernée.

Le maître d'oeuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte, le décompte, ainsi que le projet d'« état navette mensuel » à utiliser le mois suivant.

B) Décompte final :

A l'achèvement des travaux et après le projet d'« état navette mensuel » afférent au dernier mois de leur exécution ou à la place de ce projet, le titulaire complète le projet d'« état navette final » indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées et donc le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre.

Ce projet est établi dans les mêmes conditions que les projets d'« état navette mensuel », sauf qu'il n'y figure pas de quantités estimées, d'approvisionnements, d'avances, ni de valeurs provisoires.

Il est à préciser que le titulaire est lié par les indications figurant au projet d'« état navette final », sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Ce projet est ensuite envoyé au représentant de la maîtrise d'oeuvre qui, après l'avoir accepté ou rectifié, le transmet pour traitement au système de gestion MARCO.

Ce dernier édite alors le décompte général.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

Article 6 : Durée - Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 - Durée de l'accord-cadre et délai d'exécution des marchés subséquent

La durée de l'accord-cadre est stipulée à l'acte d'engagement.

Chaque marché subséquent détermine son propre délai d'exécution. Selon le marché subséquent, le délai d'exécution débutera à compter de la date de notification du marché ou d'une date fixée par ordre de service.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Une prolongation des délais sera décidée par le pouvoir adjudicateur lorsque le titulaire du marché constate une différence entre les plans fournis par les exploitants de réseaux et la réalité du sous-sol. Le pouvoir adjudicateur supportera seul les frais de ce retard. Les actions complémentaires non prévues dans le marché initial feront l'objet d'un avenant à la charge du pouvoir adjudicateur.

6.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance applicables aux marchés subséquents

Toutes les pénalités seront définies par chaque marché subséquent.

Le titulaire du marché ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux.

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits des marchés subséquents

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers de l'accord-cadre ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution de l'accord-cadre doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Article 8 : Implantation des ouvrages des marchés subséquents

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'oeuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

8.1 - Piquetage général

Les conditions de piquetage seront définies lors des marchés subséquents.

8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Les conditions de piquetage seront définies lors des marchés subséquents.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 9 jours avant la date de commencement des travaux de chaque bon de commande.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux de chaque bon de commande s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

Article 9 : Préparation et Coordination des travaux des marchés subséquents

9.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Lorsqu'une coordination SPS est prévue, il est fixé une période de préparation d'une durée de 30 jours, non comprise dans le délai d'exécution des travaux. Selon le marché subséquent, la période de préparation débutera à compter de la date de notification du marché ou d'une date fixée par ordre de service.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S. ou P.P.S.P.S. simplifié), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination ou plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

9.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

1) Dans le cas où les travaux ne sont pas soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Obligations du Maître de l'ouvrage: Le maître d'ouvrage a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Obligations du titulaire : Chaque titulaire est responsable de la mise en oeuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections.

2) Dans le cas où les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

A) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

B) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ou le P.P.S.P.S. simplifié ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent soit la notification du marché subséquent soit le début de la période de préparation si elle est prévue par le présent C.C.A.P. ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

C) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

3) Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché subséquent pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

Article 10 : Etudes d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent précisera si les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'oeuvre ou le titulaire.

Article 11 : Installation et organisation du chantier

Conformément à l'article 31.1 C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Article 12 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché subséquent, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

12.3 - Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 13 : Réception des travaux objet des marchés subséquents

Chaque marché subséquent donnera lieu à la réception des travaux effectués.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'oeuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Article 14 : Garanties et assurances

14.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

14.2 - Garanties particulières

- Garantie particulière sur enrobés en couche de roulement en Agrégats d'Enrobé et / ou tiède : 5 ans.
- Garantie particulière sur l'adhérence des couches de roulement à 5 ans, conformément aux prescriptions du CCTP.

14.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article 15 : Résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents - Exclusion du titulaire

15.1 - Résiliation de l'accord-cadre

Résiliation collective de l'accord-cadre vis à vis de l'ensemble des titulaires :

- Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre vis-à-vis de l'ensemble des titulaires pour motif d'intérêt général. La résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité.

Résiliation individuelle de l'accord-cadre :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera résilié aux torts du titulaire.
- En cas de non-réponse aux marchés subséquents : le titulaire prend acte que l'absence d'offre pour un marché subséquent constitue en terme de concurrence, un préjudice pour le pouvoir adjudicateur, susceptible, en cas de manquement répété de donner lieu à une exclusion et résiliation de l'accord-cadre. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

- En cas d'offres de prix anormalement bas répétées : si le titulaire propose des offres de prix anormalement bas, et ce de façon répétée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation de l'accord-cadre vis-à-vis du titulaire (exclusion). Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

15.2 - Résiliation des marchés subséquents

Les marchés subséquents quant à eux pourront être résiliés par le pouvoir adjudicateur selon les stipulations du C.C.A.G.-Travaux.

En cas de résiliation des marchés subséquents pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Article 16 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la personne publique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 : Clauses complémentaires

Clause d'insertion par l'activité économique:

Conformément aux dispositions de l'article 14 du code des marchés publics, l'exécution d'un marché subséquent pourra comporter une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Si le marché subséquent impose des clauses sociales, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le nombre d'heures d'insertion minimum obligatoire sera fixé dans le marché subséquent.

- Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et notamment les allocataires du RSA ou ayant droit

- Les modalités de mise en œuvre :

Cela consiste, pour l'attributaire retenu à un marché subséquent, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- ♦ 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- ♦ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;

- ◆ 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

- Information et accompagnement des titulaires :

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, le Conseil Général de l'Hérault a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises. Les titulaires peuvent ainsi prendre contact auprès de :

Manuel Martinez
Chargé de mission clauses sociales
PDD - DIES
Service relation entreprises, économie sociale, solidaire
1000 rue d'Alco
34 087 MONTPELLIER Cedex 4
Tel :04.67.67.77.90

- Les modalités de suivi :

A la demande du Conseil général de l'Hérault, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle et l'évaluation de l'action. Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle et à l'évaluation de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le référent du Conseil Général de l'Hérault étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 49 du CCAG Travaux.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :

En cas de non-respect du fait du titulaire des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée. En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle et l'évaluation de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la date limite de remise des renseignements fixée par le maître d'ouvrage.

Evaluation des prestations

La collectivité se réserve la possibilité d'évaluer les prestations objet des marchés subséquents. Les résultats de cette évaluation seront communiqués au titulaire. Cette action s'inscrit dans une démarche de progrès de nos processus achat et dans une volonté d'enrichissement des relations avec nos partenaires économiques.

Article 18 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4 du CCAG Travaux

L'article 5.1 déroge aux 1.1, 1.7, 1.8, 1.9, 2.2, 3.1, 3.2, 3.3 et 4.2 de l'article 13 du C.C.A.G.-Travaux

L'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux

Lu et approuvé

(signature)